



AVIGNON
UNIVERSITÉ

Compte financier
2023

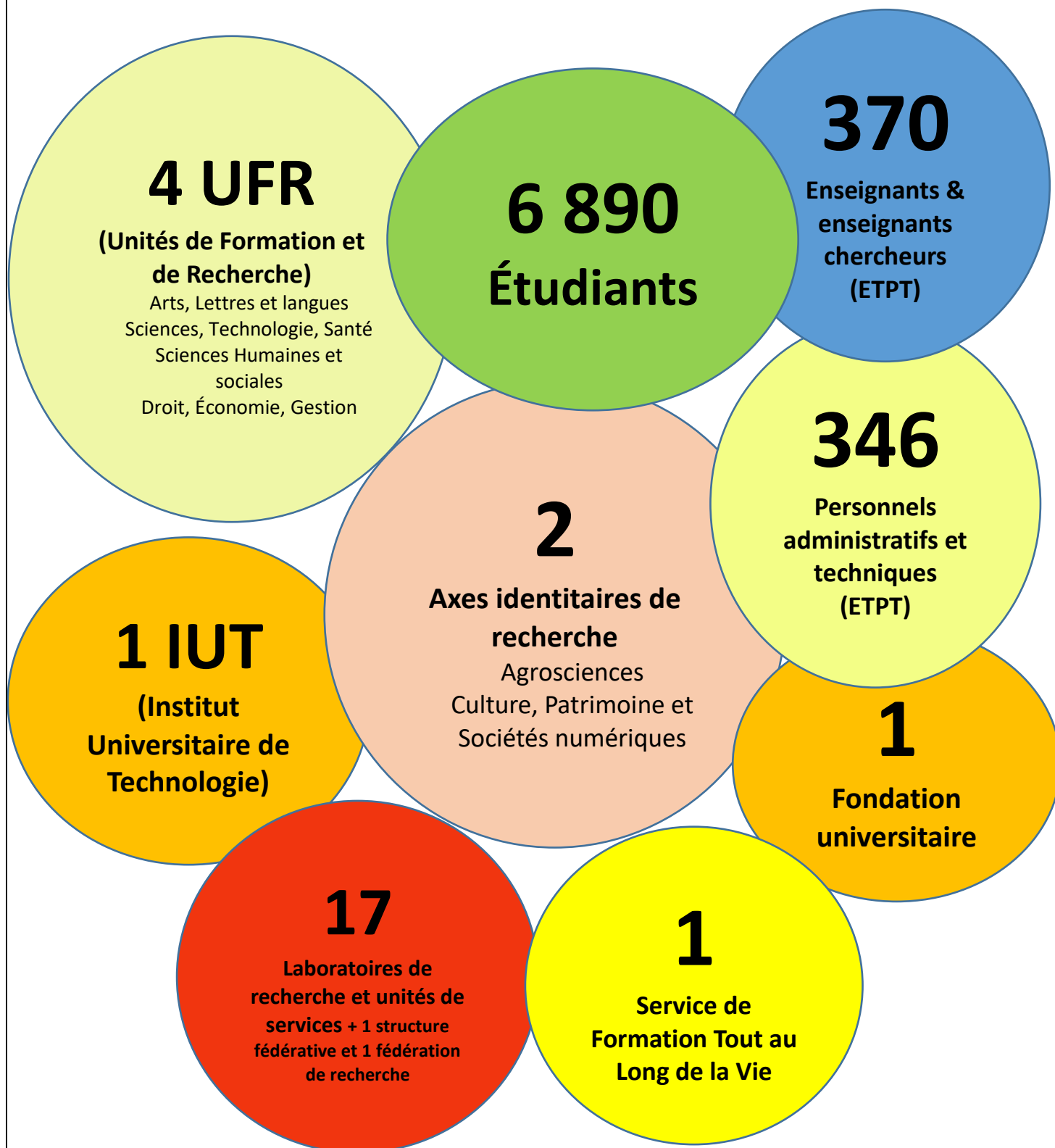
Rapport de
l'ordonnateur

Direction des finances, des achats et du
contrôle interne

Table des matières

Avignon Université en chiffres	4
Faits caractéristiques de l'exercice	5
Principaux constats et enseignements	6
1 Le fonctionnement	7
1.1 Les produits.....	7
1.1.1 Les ressources publiques.....	8
1.1.2 Les ressources propres hors subventions.....	10
1.1.3 La répartition des ressources	11
1.2 Les charges.....	12
1.2.1 Les charges hors personnel	13
1.2.1.1 Les achats divers.....	13
1.2.1.2 Les services extérieurs.....	14
1.2.1.3 Les charges de gestion.....	17
1.2.1.4 Les principaux ratios des charges courantes	17
1.2.1.5 La dotation aux amortissements et aux provisions	18
1.2.2 Les charges de personnel	18
1.3 Le résultat comptable et son affectation	21
2 L'investissement	21
2.1 Les ressources	21
2.2 Les emplois	21
2.3 La capacité d'autofinancement.....	22
3 Les grands équilibres financiers.....	22
3.1 Le fonds de roulement	22
3.2 Le besoin en fonds de roulement	23
3.3 La trésorerie.....	24
3.4 Le bilan.....	24
3.5 Le compte de résultat	26
3.6 Les soldes intermédiaires de gestion	27
4 L'analyse en mode GBCP	30
4.1 Les emplois	31
4.2 Le cadre budgétaire : les autorisations budgétaires	31
Le taux d'exécution des AE	32
Le taux d'exécution des CP	33
Le taux d'exécution des recettes	33
4.3 Les dépenses par destination et les recettes par origine (LOLF).....	34
4.4 Le tableau d'équilibre financier	35
Glossaire.....	36

Avignon Université en chiffres



Faits caractéristiques de l'exercice

Avignon Université lauréate de l'appel à projets « programme d'accélération des stratégies de développement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche (ASDESR) »

L'appel à projet qui s'inscrivait dans le cadre du PIA (Plan d'investissement d'avenir) France 2030 vise à dynamiser les écosystèmes de formation et de recherche. Le projet EXPANSION d'Avignon Université a été retenu. Il s'articule autour du développement de l'alternance, des chaires partenariales et de la mise en place d'une cellule Europe. L'objectif est la création de ressources propres.

Le montant maximum de l'aide au titre du projet est de 2 083 395 € et concerne des dépenses de masse salariale. Un premier versement a été enregistré en 2023 à hauteur de 191 898 €.

Contexte inflationniste et énergie: impact et conséquences pour Avignon Université

L'année 2022 avait marqué une première augmentation du poids de la facture énergétique dans les comptes de l'établissement. Cette tendance s'est confirmée en 2023 notamment sur le poste électricité puisque celui-ci a augmenté de plus de 53% pour une facture totale de fluides de 1 152 k€. Cette augmentation n'étant par ailleurs pas liée à une hausse des consommations.

Versement par la Région PACA et le département du Vaucluse du solde du financement du LAPEC (laboratoire de physiologie expérimentale cardiovasculaire)

Une partie des subventions avaient été perçue sur 2022. Le solde de cette subvention a été appelé et perçu en 2023 à hauteur de 388 995 €. En contrepartie ces subventions perçues ont été rattachées aux travaux achevés en 2022 mais aussi en 2023 (lot brises vues).

La Villa Créative et la Société Universitaire de Recherche « SAS Immo Villa SUR »

C'est en date du 16 novembre 2022 qu'a été créée la SAS Immo Villa Sur et qu'a été signé le pacte d'actionnaires de la SAS impliquant ETIC, Avignon Université, la Caisse des dépôts et Consignations. Aucune écriture n'a été enregistrée dans la comptabilité de l'établissement à ce jour. Les travaux effectués sur le site Pasteur (bien mis à disposition de la SUR par le biais d'une convention d'occupation temporaire) et le site du 58^{ième} RI (bien apporté en jouissance dans le cadre du pacte d'actionnaires) n'étant pas terminés. Concernant le 58^{ième} RI, l'établissement est en attente des financements de l'Etat dans le cadre de sa rénovation énergétique.

Principaux constats et enseignements

Le compte financier 2023 affiche un résultat excédentaire de **625 k€**.

L'exercice se caractérise par une hausse des charges de **2,8 M€**, qui se décompose comme suit :

S'élevant à **55,62 M€**, les charges de personnel¹ représentent **79%** de l'ensemble des charges. Elles augmentent de **2,26 M€** en 2023.

Les charges de fonctionnement s'élèvent à **14,72 M€**, elles augmentent de **0,53 M€** par rapport à 2022.

Les investissements augmentent fortement de **1,94 M€** par rapport à 2022, du fait de la finalisation de travaux lancés fin 2022 et la réalisation d'opérations de rénovation énergétique résultant d'appels à projets.

Dans le même temps, les produits augmentent passant de **66,78 M€** en 2022 à **70,97 M€** en 2023, soit + **4,19 M€** :

- une augmentation des subventions de **1,65 M€** ;
- une relative stabilité des autres postes.

- une augmentation sensible des ventes de produits fabriqués, prestations de service et marchandises de **2,53 M€** ;

Les subventions d'investissement (**0,91 M€**) résultent des financements reçus dans le cadre des appels à projet pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique.

Par conséquent, le fonds de roulement diminue de **2,1 M€** et s'élève désormais à **9,17 M€** ; ce qui représente **50** jours de fonctionnement.

La capacité d'autofinancement revient à un niveau permettant de contribuer au financement des dépenses d'investissement (**+ 2,11 M€**).

La trésorerie s'élève au 31/12/2023 à **16,45 M€**, en baisse de **1,32 M€** par rapport à 2022.

Enfin, le solde budgétaire est déficitaire et s'établit à **-1,59 M€**.

¹ Depuis 2018, ce montant exclut les taxes et impôts sur rémunérations, lesquelles relèvent désormais de l'enveloppe des charges de fonctionnement.

1 Le fonctionnement

Les tendances de l'exercice 2023 sont inversées par rapport à 2022. Ainsi, en raison d'une contribution de fin d'année de SCSP de 1,47 M€, les produits ont augmenté plus que les charges, qui avaient été contenues tout au long de l'année ; ce qui a contribué à assurer un résultat excédentaire de **625 M€**.

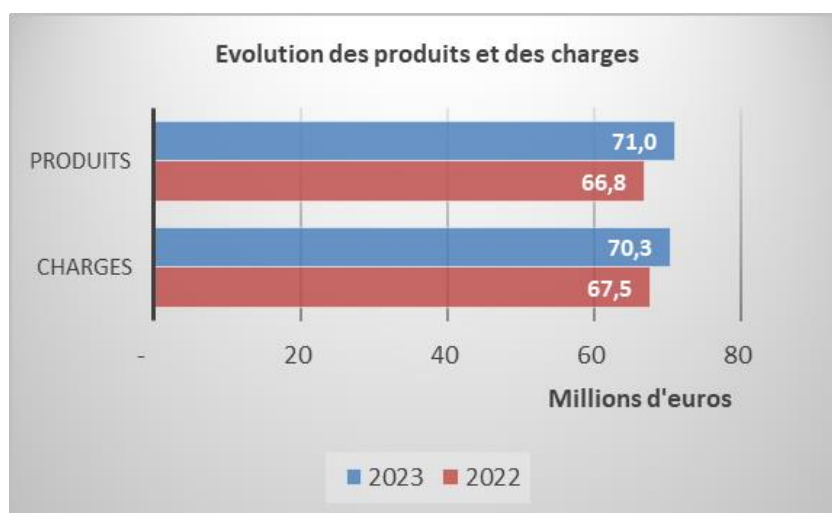


Figure 1

Les charges s'élèvent à **70,35 M€** en 2023 contre **67,55 M€** en 2022, soit une hausse de **2,79 M€**

Les produits passent de **66,78 M€** à **70,97 M€** en 2023, soit une hausse de **4,19 M€**.

1.1 Les produits

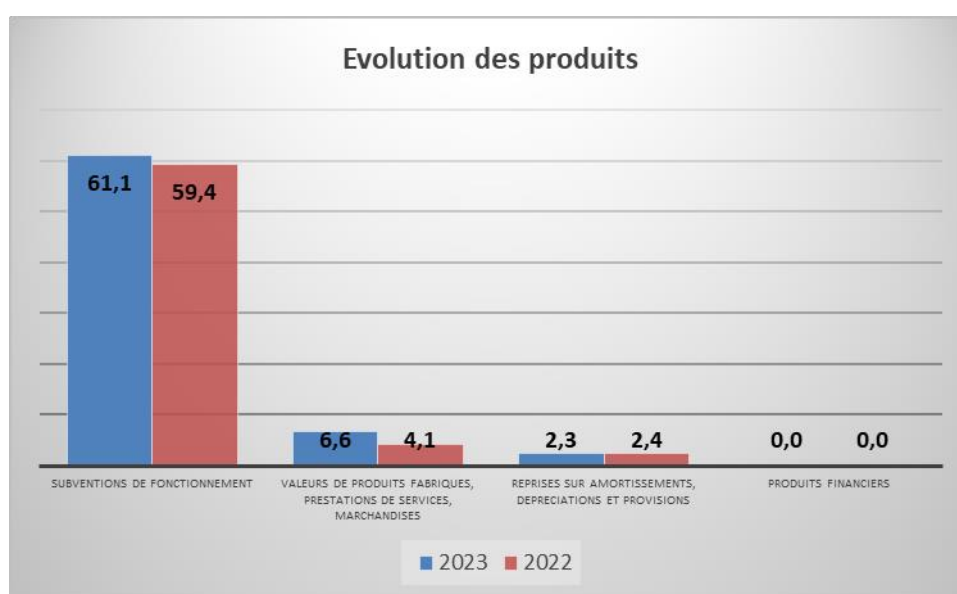


Figure 2

Le montant global des produits s'élève à **70,96 M€**.

Ce chiffre est en augmentation de **6,3 %** par rapport à 2022.

Cette hausse d'un montant total de **4,19 M€** résulte avant tout de l'augmentation des subventions (**1,65 M€**) et de la vente de produits fabriqués, de prestations de services et de marchandises (+ **2,53 M€**).

Le taux de réalisation des produits :

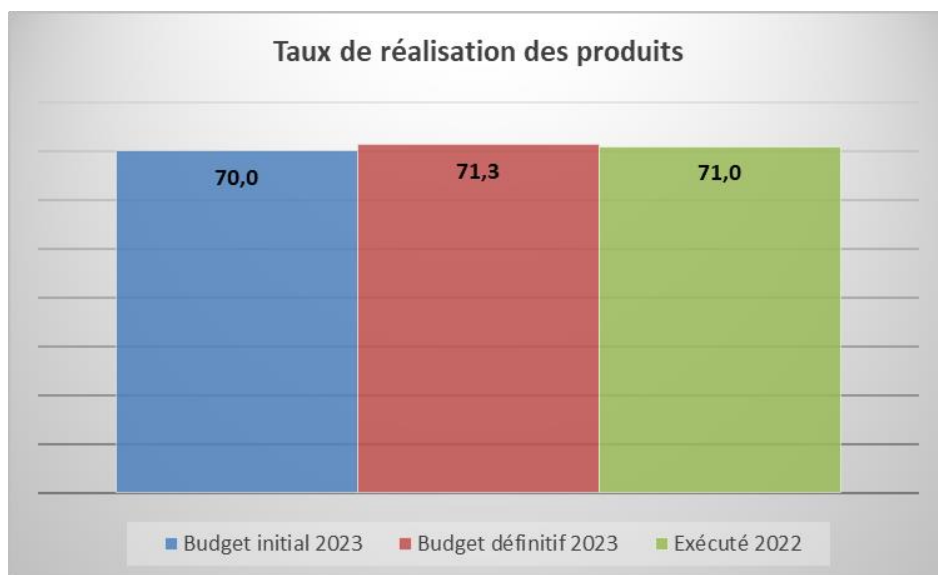


Figure 3

Le taux de réalisation des produits est proche de 100% (**101,5 %** du budget initial, **99,5 %** du budget définitif), traduisant malgré la prudence des prévisions de l'établissement, le défaut de connaissance précise de sa subvention pour charges de service public annuelle ainsi que certaines subventions.

1.1.1 Les ressources publiques

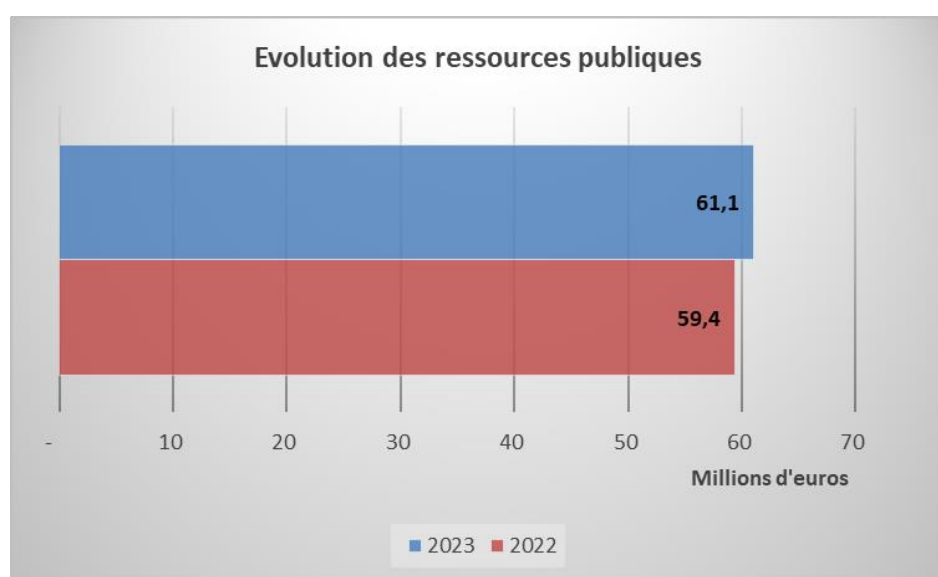


Figure 4

Il s'agit d'un poste essentiel puisqu'il représente près de **86%** du total des produits en 2023 (**89 % également en 2022**). Ce poste enregistre une hausse en 2023 de **1,65 M€** par rapport à l'exercice précédent, soit **2,8 %**.

SUBVENTIONS D'EXPLOITATION EN M€	2022	2023	Ecart 2022/2023
Ministère de tutelle	54,52	57,52	3,00
Organismes publics agissant pour le compte de l'État	1,81	2,14	0,33
Autres subventions de fonctionnement	1,77	-0,05	-1,82
Région	0,31	0,23	-0,08
Union européenne	0,70	0,83	0,12
Autres collectivités et organismes publics	0,29	0,41	0,13
Ministères hors MESRI	-0,01	-0,01	0,00
Organismes internationaux	0,02	0,00	-0,02
Département	0,00	0,01	0,01
Dons, legs, mécénat	0,02	0,00	-0,02
Communes et groupements de communes	0,00	0,00	0,00
TOTAL SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	59,43	61,08	1,65

Figure 5

En 2023, l'augmentation de la subvention pour charge de service public atteint **3 M€**.

Les surcoûts liés aux mesures indiciaires ont été finalement compensés par l'Etat à 75%, un soutien énergétique modeste (50k€) et un soutien exceptionnel de plus de 500k€ au titre des mesures de sûreté mises en œuvre à la suite de l'élévation de la posture du plan Vigipirate sur l'ensemble du territoire national, a été attribué à l'université soit plus de 800k€ non prévus.

Les autres subventions versées par les organismes publics agissant pour le compte de l'Etat augmentent sensiblement (**+ 330 k€**). Hormis les financements de l'Union européenne (**+ 0,12 k€**) et des autres organismes publics (**+ 13 k€**), les autres subventions affichent une tendance à la baisse légère. Les « autres subventions de fonctionnement » comprenaient, jusqu'en 2022, les recettes du CFA ; ce n'est plus le cas en 2023, celles-ci ayant été désormais comptabilisées en « droits de scolarité » (**1,67 M€** en 2023).

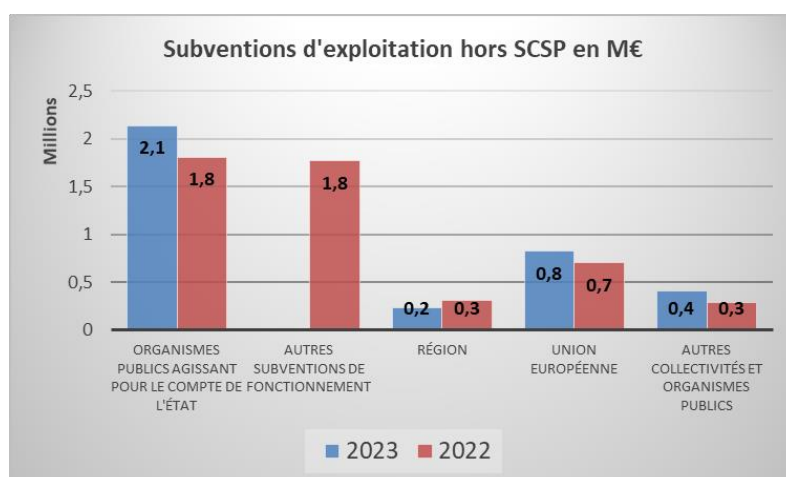


Figure 6

1.1.2 Les ressources propres hors subventions

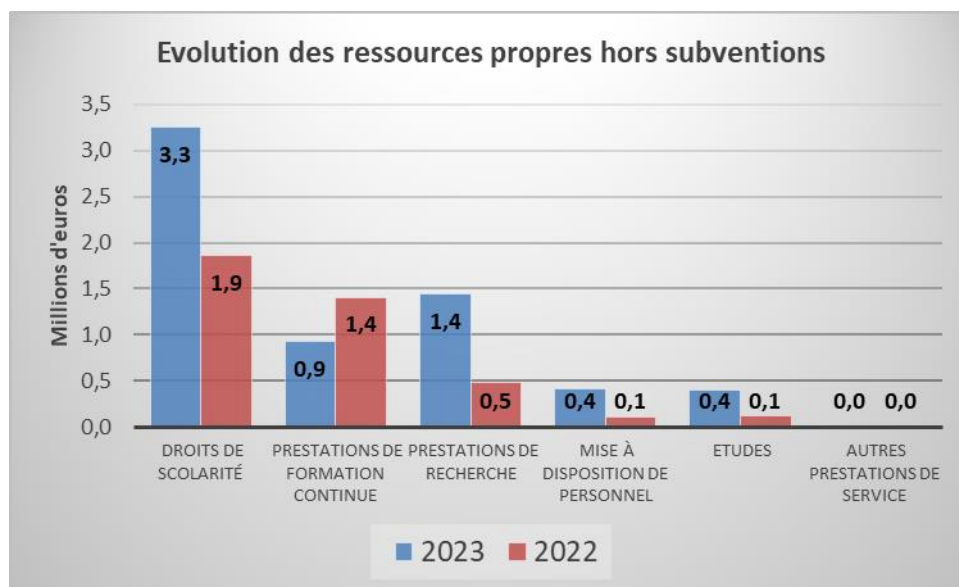


Figure 7

Elles s'élèvent globalement à **6,58 M€** en 2023 contre **4,06 M€** en 2022 soit une hausse de **2,52 M€** dont **1,67 M€** dus à un **changement de méthode de comptabilisation** et sont principalement constituées de :

- droits de scolarité (**3,25 M€** contre **1,86 M€** en 2022)

Ce poste enregistre les droits d'inscription aux diplômes nationaux et locaux. À noter : la politique d'exonération partielle se traduit dans le même temps par la comptabilisation d'une charge, le produit net impactant in fine le résultat de l'exercice étant donc égal au montant acquitté réellement par ces étudiants. En réalité, les droits de scolarité représentent **1,59 M€** en 2023 si on prenait le même périmètre qu'en 2022. Or cette année, les produits du CFA ont été ajoutés sur ce poste alors qu'ils étaient comptabilisés en subventions jusque-là, soit **1,67 M€** pour 2023.

- prestations de formation continue (**0,93 M€** contre **1,40 M€** en 2022)

Les produits de formation continue sont en baisse en raison de la non ouverture de deux formations importantes en septembre 2023 (DU TIM et DUFA).

- prestations de recherche en forte augmentation (**1,45 M€** contre **0,48 M€** en 2022)

Ces produits avaient présenté une baisse sensible en 2022 liée à la technique comptable de suivi des conventions, qui ne reflétait pas une réelle baisse des prestations de recherche mais un ralentissement de leur exécution. Ce poste affiche à nouveau une augmentation en 2023 en raison d'une amélioration de l'exécution des contrats alors que les recettes encaissées restent sensiblement identiques à 2022.

Le ratio ressources propres / produits encaissables² se situe en deçà du seuil de vigilance après deux années consécutives de dépassement du seuil fixé par le MESRI à 15% (**15,3%** en 2022 après **15,8%** en 2021 contre **14,8 %** en 2023).

² Définition : dénominateur : produits donnant lieu à un encaissement et à une variation de trésorerie.
Numérateur : ressources propres (produits encaissables hors SCSP)

La taxe d'apprentissage, bien que comptablement classée parmi les subventions, pourrait également être considérée comme une ressource propre. Cette dernière est très stable d'une année à l'autre, il est constant par rapport à 2022 malgré le changement de méthode de collecte et son niveau reste très modeste (**0,126 M€**).

1.1.3 La répartition des ressources

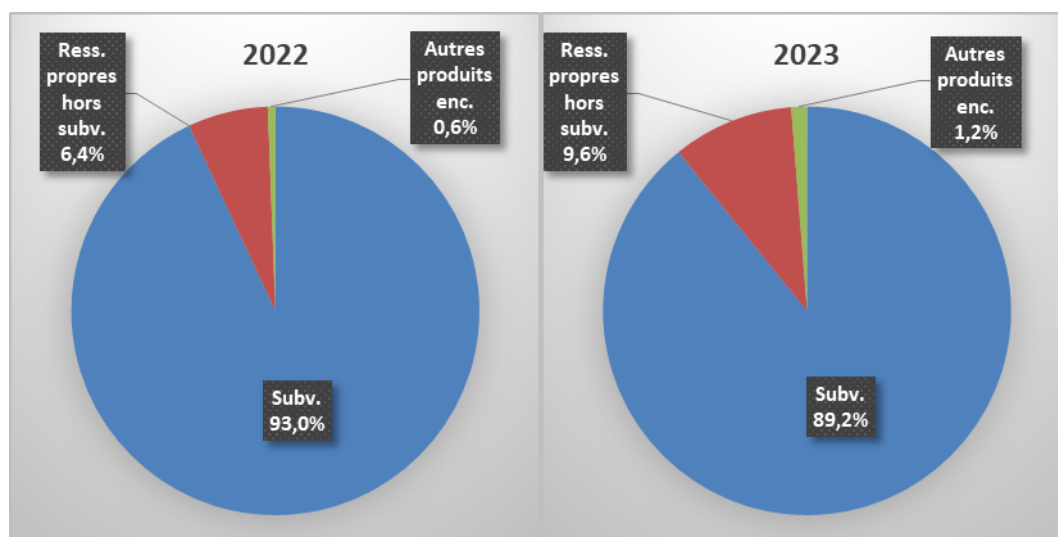


Figure 8

Comme dans la grande majorité des universités publiques, les subventions constituent à Avignon Université la plus grande partie des produits encaissables. Leur taux affiche néanmoins une baisse, cette année, avec 89,2%.

1.2 Les charges

Le montant total des charges s'élève à **70,34 M€**.

Ce montant est en hausse de **2,79 M€**, par rapport à 2022. Les charges de personnel enregistrent, à elles seules, une hausse de **2,26 M€**, le reste de l'augmentation se répartissant à la marge entre les autres charges.

CHARGES	2022	2023	Ecart 2022/2023
CHARGES DE PERSONNEL	53,36	55,62	2,26
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS	3,82	3,83	0,02
AUTRES SERVICES EXTERIEURS (en relation avec l'activité)	3,71	3,67	-0,05
AUTRES CHARGES DE GESTION	2,49	2,70	0,20
ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEURS	1,59	1,61	0,02
ACHATS ET VARIATION DE STOCKS	1,86	2,17	0,32
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	0,71	0,74	0,03
CHARGES FINANCIERES	0,00	0,00	0,00
Total	67,55	70,34	2,79

Figure 9

Dans le détail, les principales évolutions sont de :

+2,26 M€ pour les charges de personnel.

-0,05 M€ pour les 'autres services extérieurs' (personnel prêté, imprimerie, missions, voyages, frais de réception, frais postaux, gardiennage, nettoyage, etc.).

+0,02 M€ pour les achats de sous-traitance et services extérieurs (maintenance, locations mobilières et immobilières, charges locatives, assurances, études, documentation).

+0,20 M€ pour les 'autres charges de gestion' (bourses, fonds sociaux, annulations de recettes [dont « neutralisation » droits d'inscription des étudiants extra-européens], amendes, etc.).

+0,32 M€ pour les achats et approvisionnements.

+0,02 M€ pour les amortissements.

Le taux d'exécution des charges

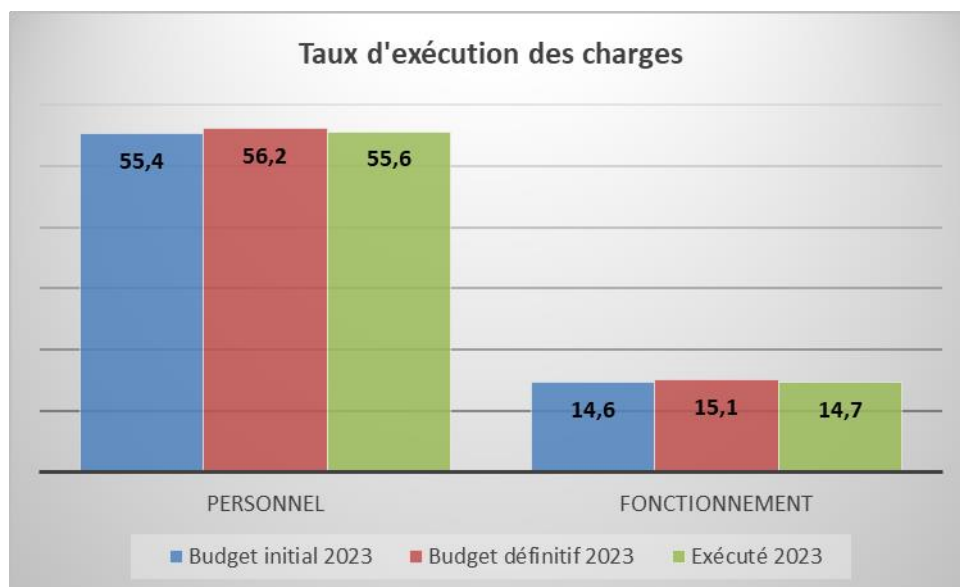


Figure 10

Le budget de fonctionnement s'exécute à un niveau élevé (**100,7%** du budget initial, **97,4%** du budget définitif). Les prévisions de charges de masse salariale restent fiables, le taux d'exécution sur ce poste atteignant **98,9%** du budget définitif en fin d'exercice.

1.2.1 Les charges hors personnel

1.2.1.1 Les achats divers

Ce poste de charges comptabilise les charges de fluides (eau, gaz, électricité, carburants) et de fournitures et petits équipements. Le contexte mondial pèse sur le coût que l'établissement consacre aux fluides, même si les travaux de rénovation énergétiques réalisés depuis plusieurs années ont permis de limiter cette hausse, qui reste néanmoins élevée sur 2023 (+ **324k€** par rapport à 2022).

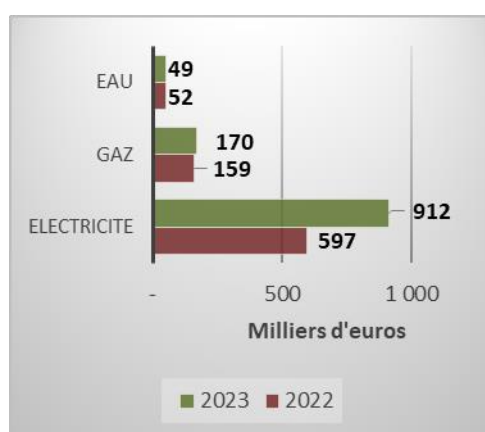


Figure 11

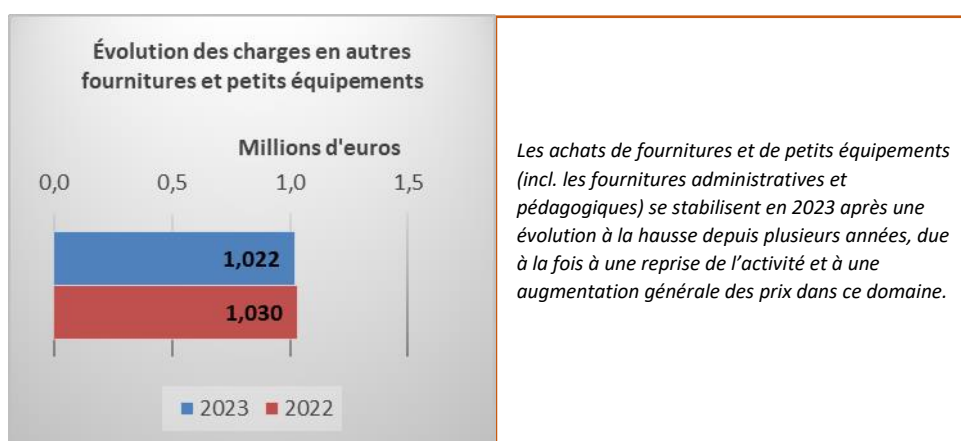


Figure 12

1.2.1.2 Les services extérieurs

On trouve principalement regroupées sous cette appellation les charges de location, d'entretien et de réparation, d'assurances, de documentation, de missions et de réceptions ainsi que de téléphonie et d'affranchissement.

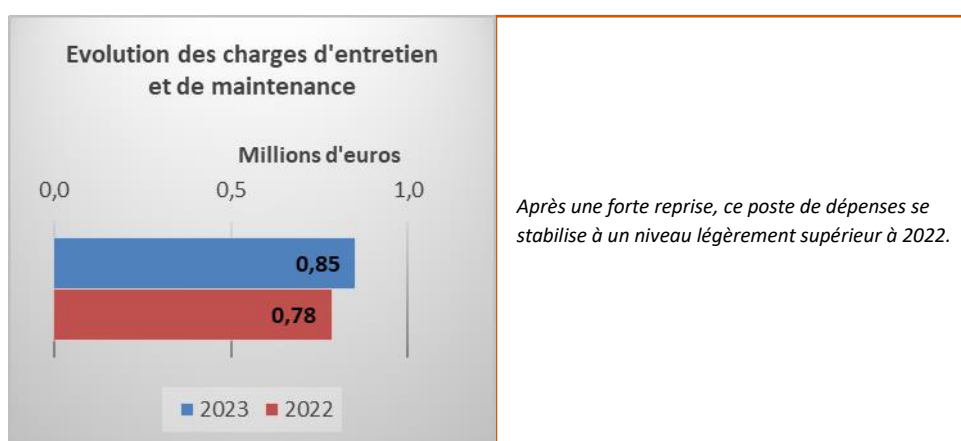


Figure 13

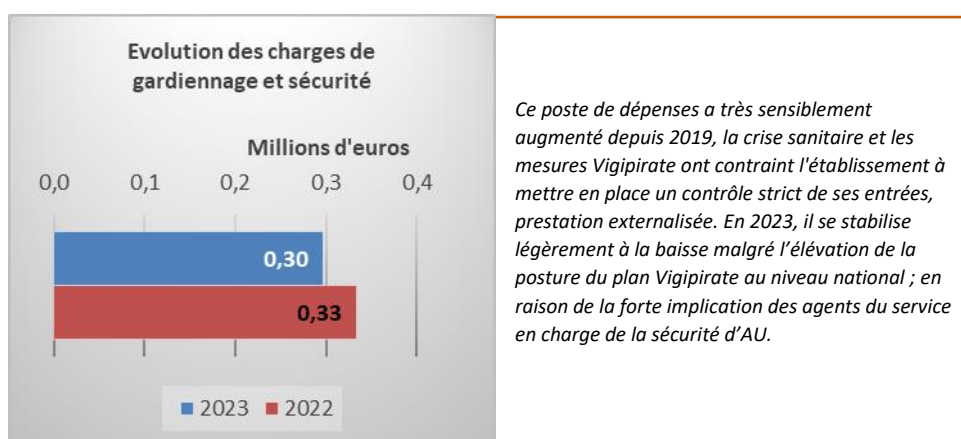


Figure 14

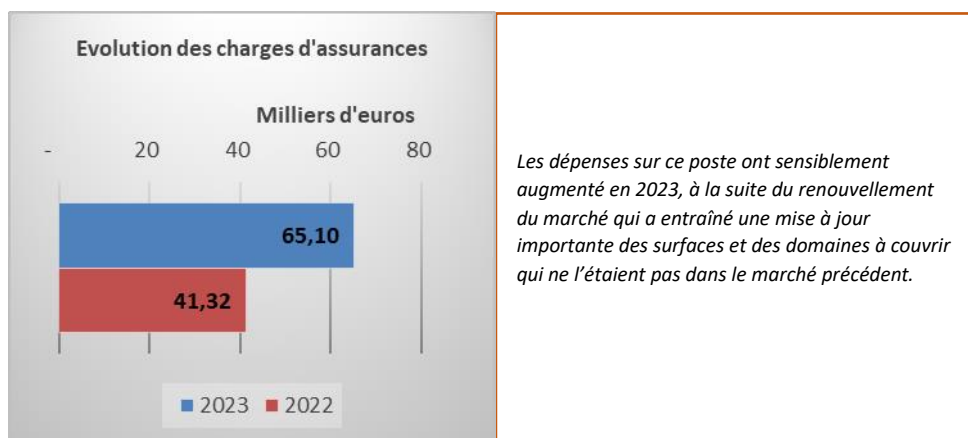


Figure 12

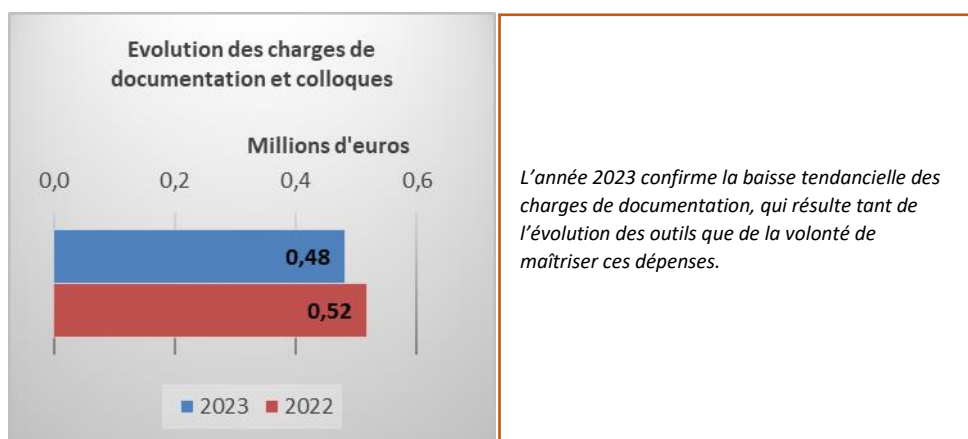


Figure 13

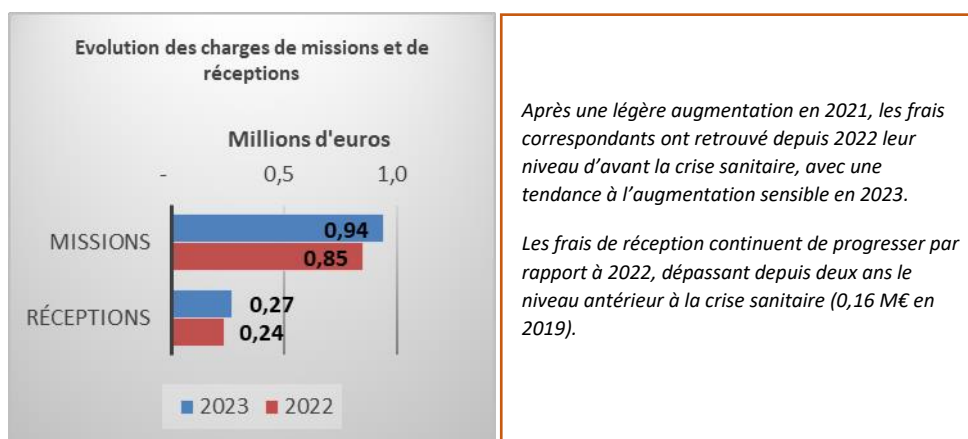
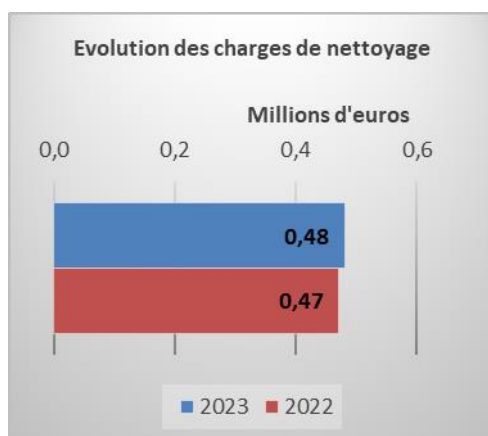


Figure 14



Ce poste de dépense connaît une baisse régulière, due principalement à la diminution des dépenses d'affranchissement.

Figure 15



Les charges de nettoyage correspondent principalement au règlement des factures émises en application du marché passé pour l'entretien des locaux des deux sites de l'établissement. Malgré le renouvellement de ce marché en 2023 avec des prix de prestations plus élevés, ce poste se stabilise en 2023 en raison des efforts de maîtrise de ce poste de dépenses.

Figure 16

1.2.1.3 Les charges de gestion

Ce poste de charges comptabilise principalement les bourses, aides et subventions versées par l'établissement.

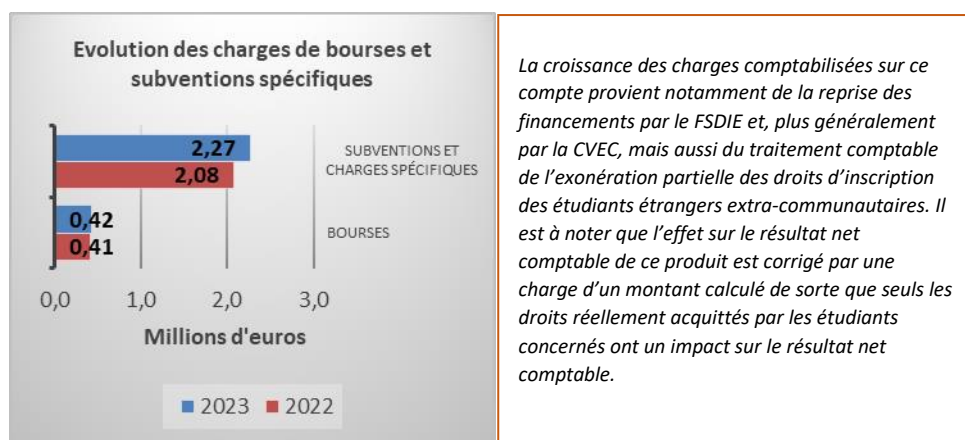


Figure 17

1.2.1.4 Les principaux ratios des charges courantes

1.2.1.4.1 Ratio charges décaissables / produits encaissables

Ratio charges décaissables / produits encaissables (M€)	2022	2023
Charges décaissables	63,73	66,51
Produits encaissables	64,37	68,51
Ratio	99,0%	97,1%

Figure 18

Interprétation : plus le ratio est élevé et se rapproche de 100%, moins le résultat est performant. Il fait abstraction des charges calculées et constitue une autre approche de l'équilibre économique de l'établissement.

Le résultat obtenu par AU, de **97%**, il se situe cette année en-dessous du seuil de vigilance, fixé par le MESRI à 98%.

1.2.1.4.2 Ratio charges externes³ / produits encaissables

Ratio charges externes sur produits encaissables (M€)	2022	2023
Charges externes	7,45	7,17
Produits encaissables	64,37	68,51
Ratio	11,6%	10,5%

Figure 19

Interprétation : plus le ratio augmente, moins l'établissement dispose de marges de manœuvre.

³ Achats et variations de stocks, sous-traitance et services extérieurs.

Ce ratio affiche une stabilité par rapport à l'exercice précédent et reste éloigné du seuil de vigilance fixé par le MESRI à 15 %.

1.2.1.5 La dotation aux amortissements et aux provisions

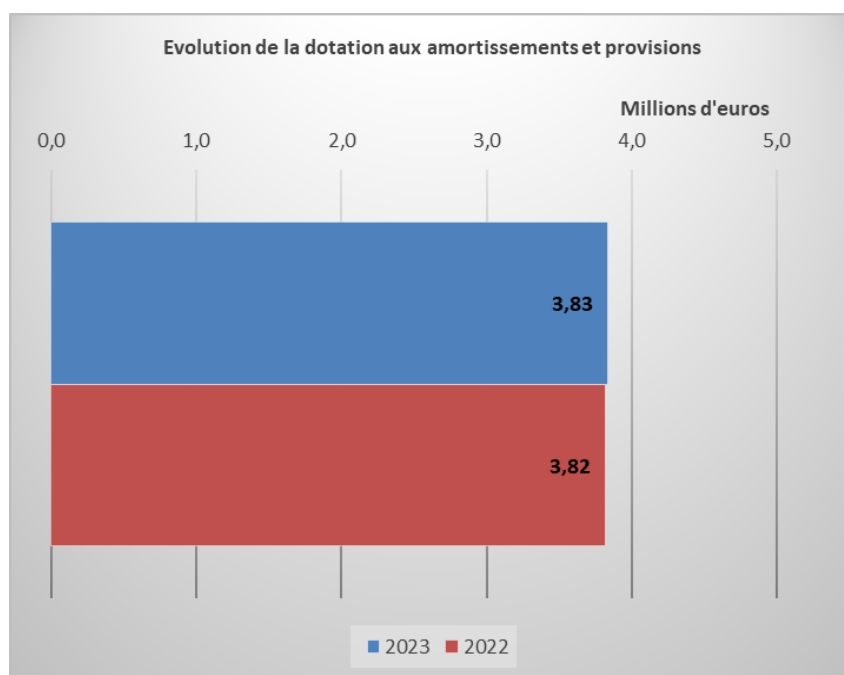


Figure 20

L'effet sur le résultat de fonctionnement de ce poste n'est pas négligeable, même s'il est sans impact sur la comptabilité d'engagement ou de caisse ni sur la variation du fonds de roulement.

Le niveau des amortissements est stable entre 2022 et 2023.

1.2.2 Les charges de personnel

Les charges de personnel constituent, et de loin, le poste de charges le plus important de l'établissement.

Elles s'élèvent à **55,62 M€** et progressent de **2,26 M€**, représentant **82%** des charges de l'établissement (contre 79% en 2022).

2023 enregistre cette année une baisse du nombre d'emplois consommés (de **725** à **723**), traduisant une volonté de maîtrise par l'établissement de sa masse salariale tandis qu'il doit supporter une augmentation sensible des rémunérations principales et des cotisations patronales.

Les dépenses d'heures complémentaires et de vacances (rémunérations accessoires) se situent à peu près au même niveau que celui de 2022 soit 2 M€ d'heures complémentaires et 350 000€ de vacances. Les charges hors paye, sans contribution au FIPHFP⁴, cette année encore, dans la mesure où l'établissement satisfait à l'obligation d'emploi de 6 % de travailleurs handicapés (ou assimilés), sont en forte hausse en raison des dépenses de médecine préventive (**0,24 M€ au lieu de 0,15 M€**).

⁴ Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique

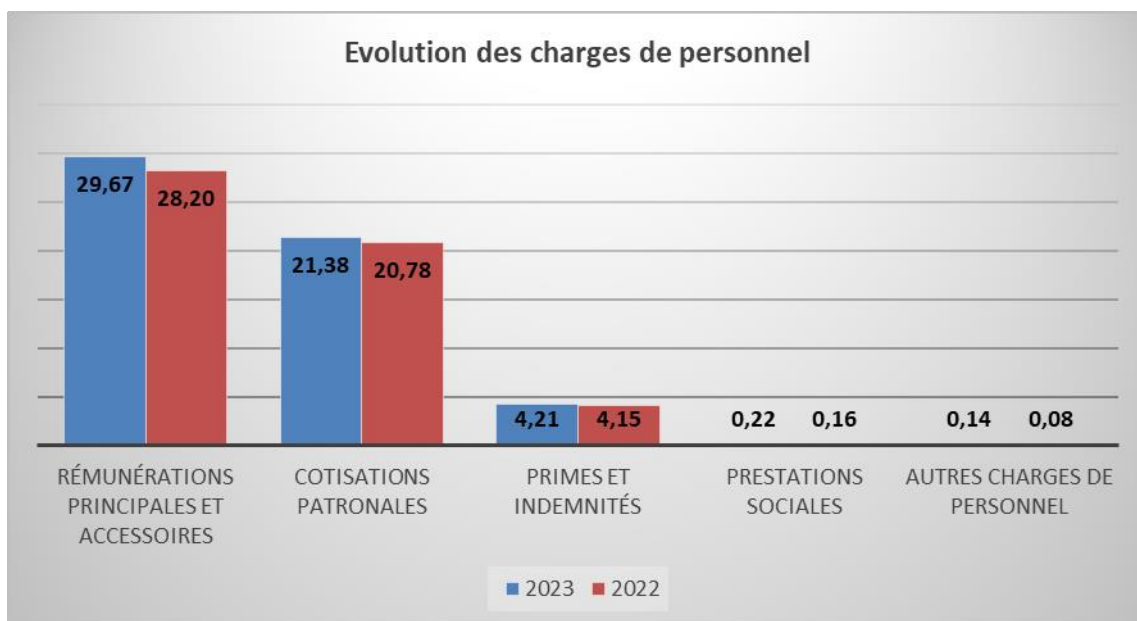


Figure 21

A noter : les charges de personnel intègrent les sommes « provisionnées » selon la méthode comptable des charges à payer pour faire face, notamment, aux risques financiers relatifs aux congés non pris et aux comptes épargne temps des agents BIATSS (voir tableau ci-dessous).

Charges à payer (CAP) en M€	2023	2022
Congés non pris	0,83	0,48
Comptes épargne temps	0,61	0,54
Heures complémentaires, vacations et rappels N à payer en N+1 (estimation)	1,62	1,62
TOTAL CAP	3,06	2,64

Figure 22

Les **dépenses** nettes de masse salariale⁵ représentent **55,94 M€** en 2023. Le taux d'exécution des dépenses de masse salariale est de **98,5%** sur un budget de **56,86 M€**.

⁵ À distinguer des **charges** de masse salariale. Les dépenses de masse salariale correspondent aux sommes décaissées en 2023, mais dont le fait générateur peut s'être produit avant 2023. Les charges de masse salariale, quant à elles, correspondent principalement aux rémunérations pour service fait en 2023, qu'elles aient, ou non, fait l'objet d'un paiement au cours du même exercice.

Gros plan sur les personnels détachés :

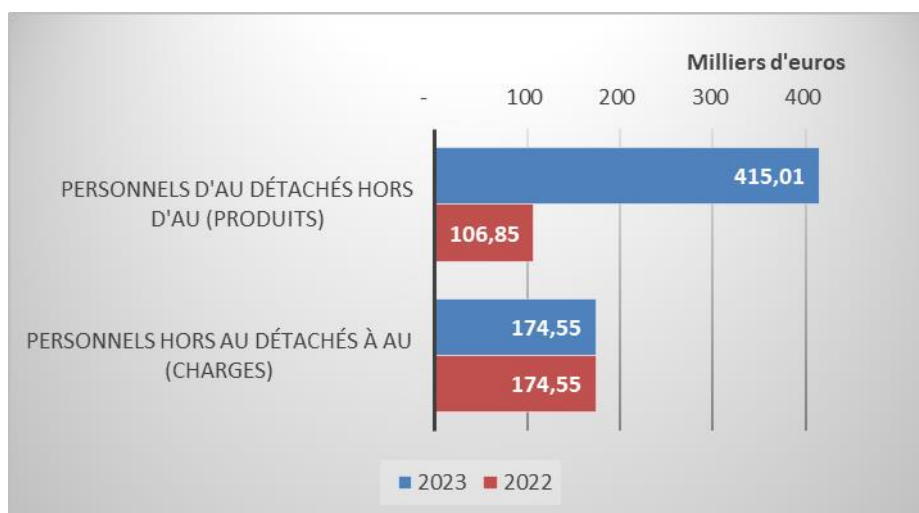


Figure 23

Ratio dépenses de personnel / produits encaissables

Interprétation : Le poids relatif des dépenses de personnel dans les ressources encaissables, ainsi que leur évolution, est significatif. Plus le ratio augmente, moins l'établissement dispose de marges de manœuvre.

Ce ratio se situe, cette année, au-dessus du seuil de vigilance, arrêté à 82% par le MESRI.

Ratio dépenses de personnel / produits encaissables	2022	2023
Charges de personnel	53,36	55,62
Produits encaissables	64,37	68,51
Ratio	82,9%	81,2%

Figure 24

1.3 Le résultat comptable et son affectation

Le résultat 2023 agrégé s'élève à **625 k€**.

Après un résultat déficitaire en 2022 pour la première fois depuis qu'elle a accédé aux responsabilités et compétences élargies, AU présente un compte de résultat excédentaire.

L'écart entre les deux exercices est de **+1,4 M€** et se décompose de la manière suivante :

VARIATION DU RESULTAT (M€)	
RESULTAT 2022	-0,775
- Variation des charges courantes	0,512
- Variation des charges d'amortissement	0,016
- Variation des charges de Personnel	2,263
Variation des ressources propres	2,542
Variation des subventions hors dotation	-1,352
Variation de la neutralisation	0,000
Variation de la dotation du Ministère	3,001
RESULTAT 2023	0,625

Figure 25

La répartition des résultats par service à comptabilité distincte est la suivante :

REPARTITION DU RESULTAT (M€)	
AU BUDGET PRINCIPAL	0,625
FONDATION D'AU	-0,001
RESULTAT 2023	0,625

Figure 29

2 L'investissement

2.1 Les ressources

Le montant des subventions reçues représente en 2023 **0,91 M€**.

2.2 Les emplois

Le niveau d'investissement est en hausse sensible, pour s'établir à **4,53 M€ (2,58 M€ en 2022)** en raison de la réalisation d'importantes opérations de rénovation et d'équipements, pour certaines engagées fin 2022.

Les investissements récurrents de la Direction des systèmes d'information, de la Direction du patrimoine immobilier et de la Direction du cadre de vie et de la sécurité ont été importants en 2023

(**2,32 M€**). Les opérations inscrites au programme pluriannuel d'investissement ont également continué à mobiliser une partie importante de ces crédits (**2,21 M€**):

- la modernisation des systèmes d'information et du parc informatique en constante hausse (**0,70 M€ contre 0,46 M€ en 2022**) ;
- le réaménagement des espaces de travail (**0,30 M€**) ;
- poursuite de l'amélioration de la sécurité et de la protection de la santé des agents ainsi que de la sûreté (**0,45 M€ contre 0,43 M€ en 2022**) ;
- l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments en hausse (**0,30 contre 0,27 M€ en 2022**) ;
- fin du plan Relance (**0,18 M€**),
- les équipements de recherche (**0,28 M€ contre 0,24 M€ en 2022**).

2.3 La capacité d'autofinancement

Définition : épargne dégagée pendant l'exercice qui permettra d'assurer tout ou partie de l'investissement de l'année et d'augmenter le fonds de roulement.

Calcul : différence entre les produits encaissables et les charges décaissables.

Pour la douzième fois consécutive depuis qu'elle a accédé aux responsabilités et compétences élargies, AU arrive à dégager de l'autofinancement.

Après une forte baisse en 2022 (**0,64 M€**) en raison du résultat déficitaire, elle s'élève à **2,11 M€** fin 2023 et permet de couvrir une partie des investissements non financés de l'année.

3 Les grands équilibres financiers

3.1 Le fonds de roulement

Le fonds de roulement diminue de **2,11 M€** et s'élève à **9,18 M€**.

L'évaluation du fonds de roulement diminué des engagements de l'établissement et de la part propre à la fondation universitaire ressort à **2,75 M€**, selon la méthode 2022 du calcul du fonds de roulement disponible.

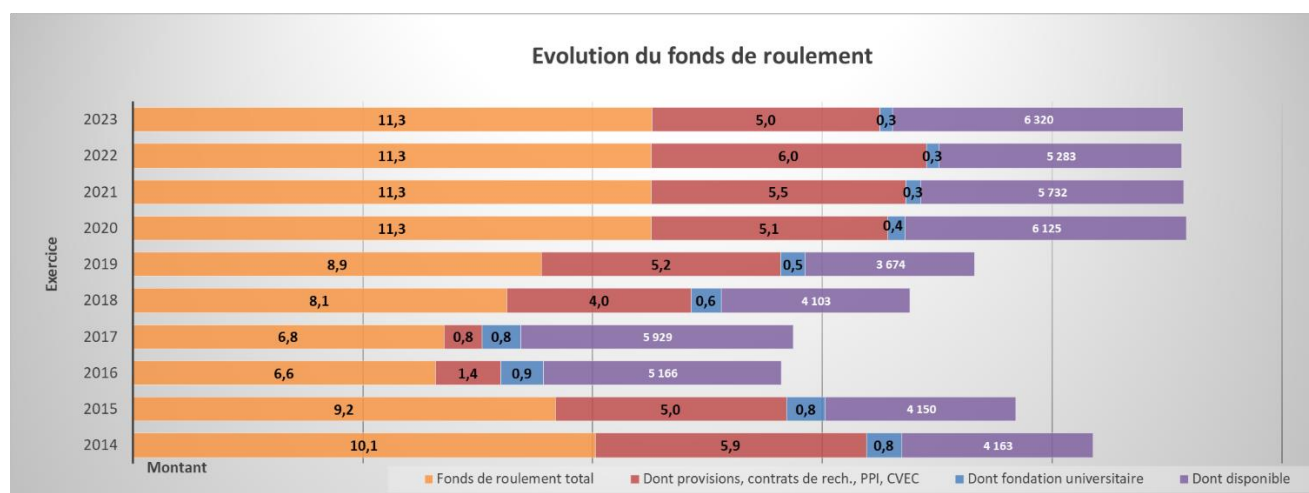


Figure 26

3.2 Le besoin en fonds de roulement

Définition : le besoin en fonds de roulement mesure le décalage entre les encaissements et les décaissements du cycle d'activité.

Calcul : Actif circulant (hors actif de trésorerie) – Dettes circulantes (hors passif de trésorerie).

Interprétation : le besoin en fonds de roulement (BFR) peut être positif ou négatif. Positif, il pèse sur le fonds de roulement qui doit prioritairement en assurer le financement. Négatif, il traduit le fait que le cycle d'activité est en capacité de financer le décalage entre les encaissements et les décaissements du cycle d'activité.

Le besoin en fonds de roulement est redevenu structurellement négatif (**- 0,19 M€**) après une année 2022 où la variation a été positive (**+ 0,2 M€**) compte tenu du déficit de résultat exceptionnel et d'une capacité d'autofinancement positive mais insuffisante.

3.3 La trésorerie

Un avis n°2022-04 du 5 juillet 2022 relatif à la présentation du tableau des flux de trésorerie dans la norme 1 « les états financiers » du Recueil des Normes Comptables pour les établissements publics laisse au choix des établissements la présentation d'un tableau des flux de trésorerie.

En effet la liasse budgétaire contient de nombreux tableaux et documents permettant de mesurer les risques liés à la trésorerie. Pour exemple le tableau 7 « plan de trésorerie » qui est suivi mensuellement, le tableau 8 « tableau des opérations fléchées » qui permet de suivre la trésorerie dédiée à certaines opérations et de l'isoler dans le plan de trésorerie, le tableau 4 « tableau de l'équilibre financier » qui met en évidence les besoins et les moyens disponibles et qui présente une décomposition du flux de trésorerie par type d'opérations (budgétaires fléchées et non fléchées, non budgétaires).

A cela s'ajoute le modèle de financement des universités qui sont essentiellement financées par l'Etat et qui ne peuvent pas contracter d'emprunts.

Au vu de ces éléments il a été fait le choix de ne pas le produire et de conduire une analyse qualitative de l'évolution et de la composition de la trésorerie de l'établissement.

La trésorerie de l'établissement s'établit au 31 décembre 2023 à **16 446 316 €**

Le volume moyen de trésorerie pour l'exercice 2023 s'établit à 21,92 M€. Les variations significatives de la trésorerie sont liées au calendrier de versement de la SCSP (25% en janvier et avril, 35% en juillet et 15% en octobre).

Le niveau le plus haut est de 30 M€ en juillet et le plus bas de 15 M€ en juin

La trésorerie au 31 décembre 2023 représente 90 jours de charges décaissables (trésorerie x 360/charges décaissables). Elle est en recul de 10 jours mais reste élevée.

La variation négative de trésorerie constatée entre le 1er janvier et le 31 décembre 2023 représente 1,30 M€, répartie entre solde budgétaire (-1,58 M€) et une variation positive des opérations extra-budgétaires (TVA, bourses d'aide à la mobilité, recettes et dépenses à classer) [+ 0,28 M€].

Pour ce qui est de l'équilibre financier, la variation de trésorerie négative est inférieure à la prévision du BR. Elle se décompose par un apport de 584 471 € (en augmentation de 382 000 €) au titre des opérations fléchées. Et d'un prélèvement sur la trésorerie non fléchée de 1 901 777€.

Concernant les opérations fléchées, la trésorerie cumulée au titre des années 2023 et antérieures s'établit à 2 571 328 €. Au titre de ces opérations le solde budgétaire est actuellement positif. Pour rappel le fléchage de ces opérations permet de suivre ces actions non récurrentes et de disposer d'une vision pluriannuelle de leur évolution. Mais comme son nom l'indique, cette trésorerie est fléchée sur des dépenses elle-même fléchées, ce qui ramènerait la trésorerie disponible si on assurait au même rythme les dépenses à une trésorerie de 14M €, trésorerie de la fondation incluse.

3.4 Le bilan

BILAN - Version agrégée (En Euros)					Exercice : 2023		
Actif	Brut	Amort/Dépréc.	2023	2022	Passif	2023	2022
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
Immobilisations incorporelles	1 103 390	647 135	456 256	211 017	Financements reçus		
					Financement de l'actif par l'Etat	25 428 100	26 504 752
Immobilisations corporelles					Financement de l'actif par des tiers	9 509 447	10 340 313
Terrains	8 117 883	10 035	8 107 849	8 108 207	Fonds propres des fondations	250 000	250 000
Constructions	53 116 786	23 255 481	29 861 305	31 276 777	Ecart de réévaluation		
Installations techniques matériel, outill	8 257 822	5 684 996	2 572 826	2 117 791			
Collections	1 403	-	1 403	1 403	Réserves	6 854 593	6 854 593
Biens historiques et culturels	1	-	1	1	Report à nouveau	11 969 364	12 726 953
Autres immobilisations corpor.	8 786 131	5 802 298	2 983 834	2 864 488	Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	624 860	- 774 777
Immobilisations mises en concession	-	-	-	-	Provisions réglementées		
Immobilisations corporelles en cours	1 759 398	-	1 759 398	407 929			
Avances et Acpt versés sur commande	-	-	-	-			
Immobilisations grevées de droits	-	-	-	-			
Immobilisations corporelles (biens vivants)	-	-	-	-			
					TOTAL FONDS PROPRES	54 636 364	55 901 834
Immobilisations financières	414 100	391 080	23 020	27 505	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
					Provisions pour risques	149 905	243 506
					Provisions pour charges	-	-
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	81 556 914	35 791 023	45 765 891	45 015 118	TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	149 905	243 506
ACTIF CIRCULANT					DETTES		
Stocks	-	-	-	-	DETTES FINANCIERES		
Créances					Emprunts obligataires	-	-
autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	1 027 625	-	1 027 625	2 050 343	Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	-	-
Créances clients et comptes rattachés	1 474 049	157 196	1 316 853	1 521 921	Dettes financières et autres emprunts	-	-
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	-	-	-	-			
Avances et acptes versés sur commande	-	-	-	-	TOTAL DETTES FINANCIERES	-	-
opérations pour compte de tiers (dispositif d'intervention)	-	-	-	-	DETTES NON FINANCIERES		
					Dettes fournisseurs et optes rattachés	674 097	713 503
Créances sur les autres débiteurs	51 673	-	51 673	20 914	Dettes fiscales et sociales	3 027 001	2 641 823
Charges constatés d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	102 862	-	102 862	106 792	Avances et acomptes reçus	4 617 782	4 979 589
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)	2 656 209	157 196	2 499 013	3 699 970	Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers (dispositifs d'intervention)	347 244	348 280
					Autres dettes non financières	323 981	111 316
					Produits constatés d'avance	934 847	1 538 857
TOTAL GENERAL	100 659 440	35 948 219	64 711 221	66 478 709	TOTAL DETTES NON FINANCIERES	9 924 952	10 333 368
TRESORERIE					TRESORERIE		
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-	Autres éléments de trésorerie passive	-	-
Disponibilités	16 446 316	-	16 446 316	17 763 621			
Autres	-	-	-	-			
TOTAL TRESORERIE	16 446 316	-	16 446 316	17 763 621	TOTAL TRESORERIE	-	-
Comptes de régularisation	-	-	-	-	Comptes de régularisation	-	-
Ecart de conversion Actif	-	-	-	-	Ecart de conversion Passif	-	-
TOTAL GENERAL	100 659 440	35 948 219	64 711 221	66 478 709	TOTAL GENERAL	64 711 221	66 478 709

Source : Instruction comptable commune - BOFIP - GCP - 22 - 0014 du 16/12/2022

Figure 31

3.5 Le compte de résultat

Compte de résultat 2023 - version agrégée				
Source : Instruction comptable commune - BOFIP - GCP - 22 - 0021 du 16/12/2022				
	31/12/2023	31/12/2022	Variation en % 2022/2023	Variation en euros 2022/2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats	12 442	13 101	-5%	- 659
Consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de service par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation de stocks	7 437 558	7 153 673	4%	283 885
		-		
Charges de personnel		-		
Salaires, traitements et rémunérations diverses	33 883 222	32 346 309	5%	1 536 913
Charges sociales	21 379 854	20 778 747	3%	601 107
	-	-		
Intéressement et participation	-	-		
Autres charges de personnel	360 379	235 846	53%	124 533
		-		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)	3 009 616	2 792 343	8%	217 273
Dotation aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés	3 827 682	3 815 447	0%	12 235
		-		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	69 910 753	67 135 466	4%	2 775 287
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositif d'intervention pour compte propre				
Transfert aux ménages	422 472	409 627	3%	12 845
Transfert aux entreprises	-	-		
Transfert aux collectivités territoriales	-	-		
Transfert aux autres collectivités	-	-		
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme				
Dotations aux provisions et dépréciations				
TOTAL CHARGES INTERVENTION	422 472	409 627	3%	12 845
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	70 333 225	67 545 093	4%	2 788 132
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêt				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Pertes de change	250	1 685	-85%	- 1 435
Autres charges financières	3 078	3 028	2%	50
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	3 750	-	-100%	3 750
TOTAL CHARGES FINANCIERES	7 079	4 713	50%	2 366
Impôt sur les sociétés				
TOTAL DES CHARGES	70 340 303	67 549 806	4%	2 790 497

Figure 27

PRODUITS - En euros	31/12/2023	31/12/2022	Variation en % 2022/2023	Variation en euros 2022/2023
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)	61 526 629	59 736 834	3%	1 789 795
Subventions pour charges de service public	57 503 234	54 518 175	5%	2 985 059
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	3 576 011	4 894 911	-27%	1 318 900
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	-	-		
Dons et legs	-	17 500	100%	17 500
Produits de la fiscalité affectée	447 384	306 248	46%	141 136
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activités)	7 090 513	4 555 346	56%	2 535 167
Vente de biens ou prestations de services	6 589 557	4 061 220	62%	2 528 337
Produits de cession d'éléments d'actif	-	210	-100%	210
Autres produits de gestion	500 957	493 916	1%	7 041
Production stockée et immobilisée	-	-		
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public	-	-		
Autres produits	2 346 902	2 481 395	-5%	134 493
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	152 040	223 686	-32%	71 646
Reprises du financement rattaché à un actif	2 194 862	2 257 709	-3%	62 847
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)	-	-		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	70 964 045	66 773 575	6%	4 190 470
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts	-	-		
Produits nets sur cessions des immobilisations financières	-	-		
Intérêts sur créances non immobilisées	-	-		
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie	-	-		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-		
Gain de change	1 119	1 170	-4%	51
Autres produits financiers	-	284	0%	284
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières	-	-		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	1 119	1 454	-23%	335
TOTAL DES PRODUITS	70 965 164	66 775 029	6%	4 190 135
BENEFICE OU PERTE	624 860	- 774 777	-181%	1 399 637

Figure 28

3.6 Les soldes intermédiaires de gestion

Avignon Université				
SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION	2023	2022	Variation % 2023/2022	2021
Excédent (ou insuffisance) brut(e) d'exploitation	3 860 342	2 256 045	71,11%	4 644 102
+ Reprises sur amortissements et provisions	2 345 384	2 405 385	-2,49%	2 130 338
+ Transfert de charges d'exploitation	1 518	76 010		0
+ Autres produits	948 342	800 374	18,49%	759 822
- Autres charges	2 696 533	2 493 694	8,13%	2 425 916
- Dotations aux amortissements et provisions	3 831 432	3 815 447	0,42%	3 402 581
+ Quote-part des apports virée au compte de résultat	0	0	#DIV/0!	0
+ Produits issus de la neutralisation des Amortissements	0	0		0
+ Quote-part des subv. d'inv. virée au résultat de l'ex.	0	0		0
= RESULTAT D'EXPLOITATION	627 622	-771 327	-181,37%	1 705 765
Résultat d'exploitation	627 622	-771 327	-181,37%	
+ Produits financiers	1 119	1 454	-23,03%	392
dont :				
. reprises sur provisions	0	0		
. transferts de charges financières	0	0		
- Charges financières	3 329	4 713	-29,38%	3 311
dont :				
. dotations aux amortissements et aux provisions	0	0		
= RESULTAT COURANT	625 412	-774 586	-180,74%	1 702 846
Résultat courant	625 412	-774 586	-180,74%	1 702 846
= RESULTAT NET COMPTABLE (bénéfice ou perte)	625 412	-774 586	-180,74%	1 702 846
- Impôt sur les bénéfices et impôts assimilés				
= RESULTAT NET après impôts (bénéfice ou perte)	625 412	-774 586	-180,74%	1 702 846

Figure 29

En comptabilité, la **valeur ajoutée (VA)** est une notion qui s'efforce de mesurer la valeur économique ajoutée par l'activité d'une entreprise. Dans le cadre des activités d'un EPSCP, ce ratio n'a de sens qu'après correction des subventions. Il permet de mesurer la « richesse » créée par l'EPSCP à partir de ses ressources (toutes les ressources moins toutes les dépenses de fonctionnement hors paye).

Pour 2023, on note une nette amélioration qui est le résultat d'une évolution favorable des produits des ventes et prestations de service **(+ 62,26 %)** hors produits de la formation tout au long de la vie et une augmentation maîtrisée des achats et services extérieurs **(+ 5%)**.

L'excédent brut d'exploitation (EBE) : c'est ce qui reste de la « richesse » citée plus haut quand on a payé les rémunérations. L'EBE se décompose comme suit :

- **les produits** : la quasi-totalité des produits est issue de subventions versées par l'État, les collectivités publiques et les organismes internationaux. La Subvention pour Charges de Service Public versée trimestriellement par l'État **(57,50 M€)** représente à elle seule **94 %** du total des subventions, l'établissement ayant perçu 1,47 M€ supplémentaires en décembre. À cela, il convient d'ajouter le produit de la taxe d'apprentissage qui reste stable à **126 k€**.
- **les charges** d'exploitation sont composées principalement des dépenses de personnel **(55,76 M€)**.

Cet indicateur permet de déterminer la rentabilité de son exploitation courante. Un déficit peut constituer une alerte.

En 2023, le montant de l'EBE s'élève à **3,86 M€**, soit une hausse de 1,60 M€ par rapport à 2022. Cette hausse s'explique en partie par un versement complémentaire de SCSP à hauteur de 1,47 M€ en décembre.

Si on analyse les postes de calcul de l'EBE on constate que le montant des subventions a augmenté plus vite que les charges de personnel et assimilées grâce au complément de SCSP. Ces postes étant de montants significatifs, l'établissement a un EBE positif en augmentation.

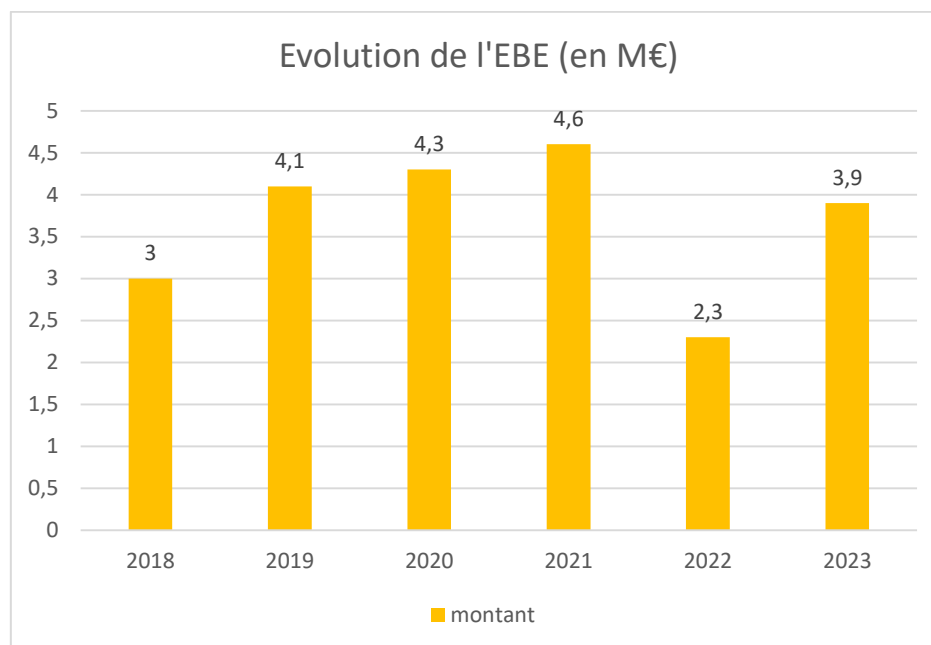


Figure 30

Le résultat d'exploitation traduit la performance économique de l'établissement indépendamment de sa politique de financement. Il correspond au résultat de l'activité normale et courante. Les mouvements significatifs sont liés au calcul de l'amortissement et des provisions (**3,8 M€**) soit une hausse de 0,4% contre 8,13% pour les autres charges. En recettes les reprises sur financement (**2,35 M€**) sont en baisse.

Le résultat courant correspond au résultat d'exploitation corrigé des produits et charges financiers. En 2023, ces derniers n'ont été constitués que de diverses opérations liées aux frais de commissionnement concernant les paiements par cartes bancaires et des pertes de change (**0,03 k€**) pour des gains de change d'un montant de 0,01 k€.

Le résultat net comptable mesure les ressources nettes restant à l'établissement à l'issue de l'exercice. Il s'obtient par différence entre les produits (comptes de la classe 7) et les charges (comptes de la classe 6) du compte de résultat.

Le résultat net comptable de 2023 fait apparaître un excédent de fonctionnement à hauteur de **0,62 M€**. Il reflète une augmentation plus rapide des recettes de fonctionnement par rapport aux dépenses.

Hors les dépenses de fluides (essentiellement l'électricité), le niveau de charges a été de manière générale maîtrisé sur les postes achats et services. Le plus gros poste de charge qui est les dépenses de personnel augmente de 4 % soit plus de 2M€ supplémentaires. Du côté des produits la hausse des ventes et prestations de service s'expliquent en partie par un changement d'imputation comptable des versements de l'apprentissage jusque-là comptabilisés en subvention. Cela n'empêche pas une

nette progression des subventions d'exploitation Etat en lien avec le complément de SCSP perçu en décembre.

Le résultat net comptable se répartit entre un excédent pour Avignon Université de **625 412 €** et un déficit pour la fondation universitaire de **552,50 €**.

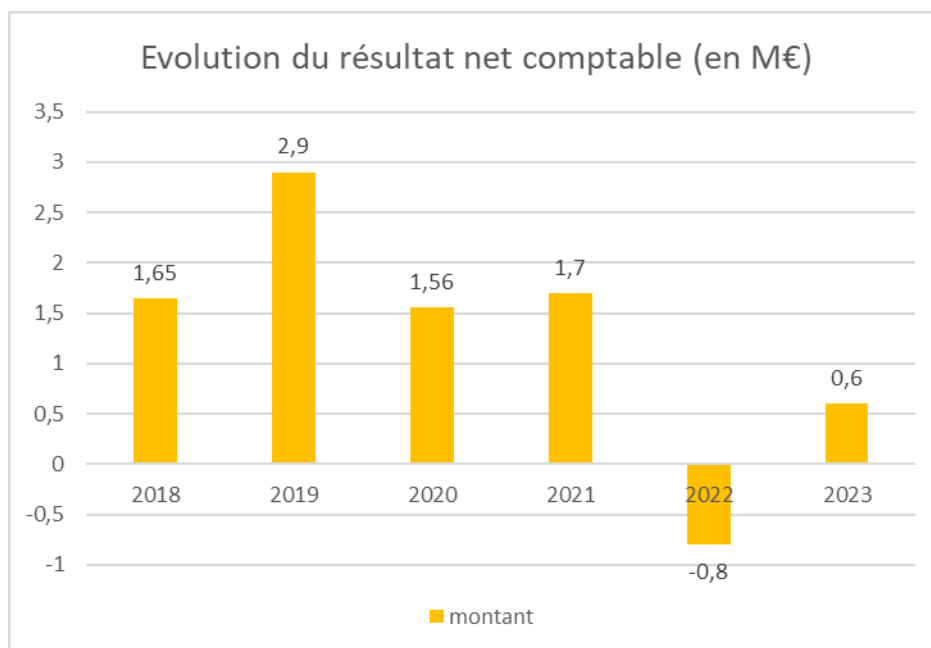


Figure 36

4 L'analyse en mode GBCP

4.1 Les emplois

Pour vote de l'organe délibérant													
		Emplois sous plafond Etat				Emplois financés hors SCSP				Global			
Catégories d'emplois	Nature des emplois	En ETPT				En ETPT							
		Exécuté 2022	Budget initial 2023	Budget rectificatif 2023	Exécuté 2023	Exécuté 2022	Budget initial 2023	Budget rectificatif 2023	Exécuté 2023	Exécuté 2022	Budget initial 2023	Budget rectificatif 2023	Exécuté 2023
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires								274,5	276,0	276,0	271,5
	CDI	1,3	3,0	3,0	3,9	1,7			0,4	3,0	3,0	3,0	4,3
	Non permanents	CDD								90,4	95,0	95,0	83,4
		63,4	65,0	65,0	54,1	27,0	30,0	30,0	29,3				
S/total EC		339,2	344,0	344,0	329,5	28,7	30,0	30,0	29,7	367,9	374,0	374,0	359,2
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS											-	-	-
BIATSS	Permanents	Titulaires								226,8	221,0	221,0	216,6
	CDI	25,3	32,0	32,0	30,9	2,4			2,8	27,7	32,0	32,0	33,7
	Non permanents	CDD								103,2	120,0	120,0	113,6
		18,4	28,0	28,0	32,3	84,8	92,0	92,0	81,3				
S/total BIATSS		270,5	281,0	281,0	279,8	87,2	92,0	92,0	84,1	357,7	373,0	373,0	363,9
Totaux		609,7	625,0	625,0	609,3	115,9	122,0	122,0	113,8	725,6	747,0	747,0	723,1
Rappel du plafond des emplois fixés par l'Etat		648,0	649,0	650,0	650,0								

Figure 31

Le nombre d'emplois en ETPT s'est élevé en 2023 à **723,1** contre **725,6** en 2022 **(-2,5 ETPT)**. Il se situe largement sous le plafond de **735** voté par le conseil d'administration.

Les effectifs d'enseignants et d'enseignants-chercheurs sont en baisse **(- 8,7 ETPT)**, et les personnels BIATSS en hausse **(+ 6,3 ETPT)**.

Globalement, le nombre de titulaires a baissé **(- 12,8 ETPT)** tandis que les agents contractuels ont progressé **(+ 12,8 ETPT)**.

Le nombre des emplois sous plafond Etat a légèrement baissé **(- 0,4 ETPT)** ainsi que les emplois sous plafond ressources propres **(- 2,1 ETPT)**.

4.2 Le cadre budgétaire : les autorisations budgétaires

L'établissement a consommé **69,1 M€** d'autorisations d'engagement (AE) en 2023, ce qui signifie qu'il a juridiquement engagé cette somme, notamment par la signature de marchés publics, de baux ou de bons de commande, pouvant, dans certains cas, s'exécuter au-delà de l'exercice 2023. Ce montant est supérieur de **1,7 M€** à celui de 2022, cette différence masquant des écarts très différents d'une enveloppe à l'autre **(+ 1,93 M€, soit 3,4 % pour les dépenses de personnel, - 0,31 M€, soit - 3,2 % pour les dépenses de fonctionnement, + 0,09 M€ pour les dépenses d'investissement, soit 2,4 %)**.

55,9 M€ d'engagements correspondent à des dépenses de personnel, soit plus de **80,4%** des autorisations d'engagement.

Les crédits de paiement (CP) correspondent quant à eux aux montants décaissés par l'agent comptable pour faire face aux engagements juridiques pris par l'établissement au cours de l'exercice ou des exercices précédents et ayant donné lieu à exécution en 2023. Ils s'élèvent à **69,6 M€, soit 3,4 M€ de**

plus qu'en 2022, cette augmentation se répartissant entre personnel **(+ 1,9 M€)**, fonctionnement **(- 0,4 M€)** et investissement **(+ 1,9 M€)**.

Le solde budgétaire, calculé par différence entre les encaissements (recettes) et les décaissements (dépenses) réalisés en exécution du budget de l'exercice, est donc déficitaire. Il s'élève à **- 1,59 M€**.

L'écart entre les autorisations d'engagement **(69,1 M€)** et les crédits de paiement **(69,6 M€)** consommés s'élève à **+ 0,5 M€**.

Pour ce qui concerne plus précisément l'enveloppe « investissement », les crédits de paiement dépensés s'élèvent à **4,6 M€**. Ce montant correspond aux factures d'équipements et de travaux réglés au cours de l'exercice.

Les recettes (encaissements) ont globalement augmenté de **3,6 M€**. En effet, la SCSP augmente sensiblement **(+ 3 M€)** ainsi que les fléchés **(+ 0,6 M€)** et dans une moindre mesure, les autres financements de l'Etat **(+ 0,15 M€)** et les autres financeurs privés **(+ 0,1 M€)**. Les financements publics diminuent légèrement **(- 0,4 M€)**.

Le taux d'exécution des AE

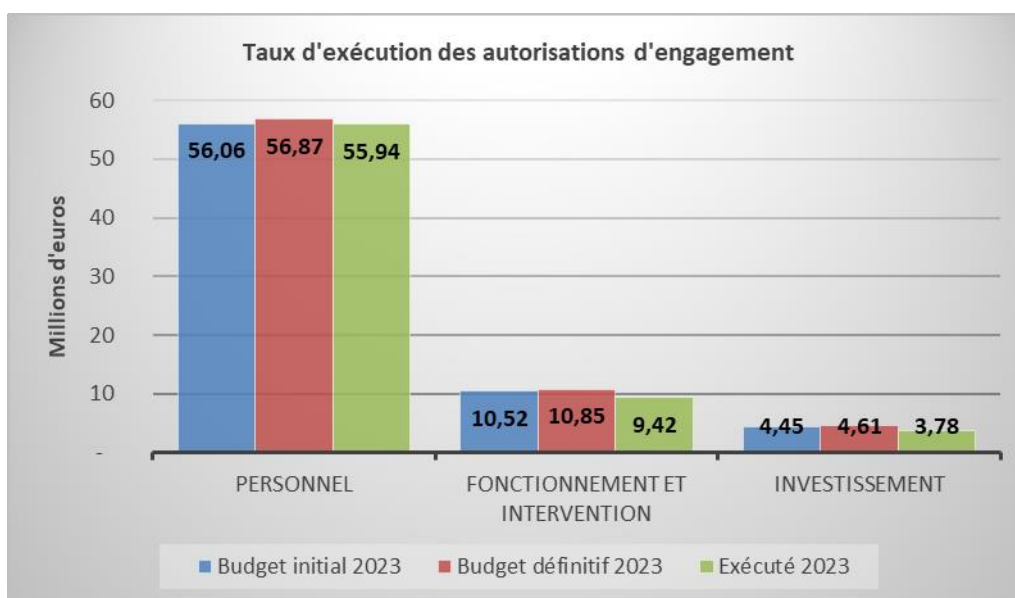


Figure 37

Le taux d'exécution des AE s'élève à **97,3%** du budget initial et **95,6%** du budget définitif, ce qui démontre la qualité des prévisions budgétaires.

Le taux d'exécution des CP

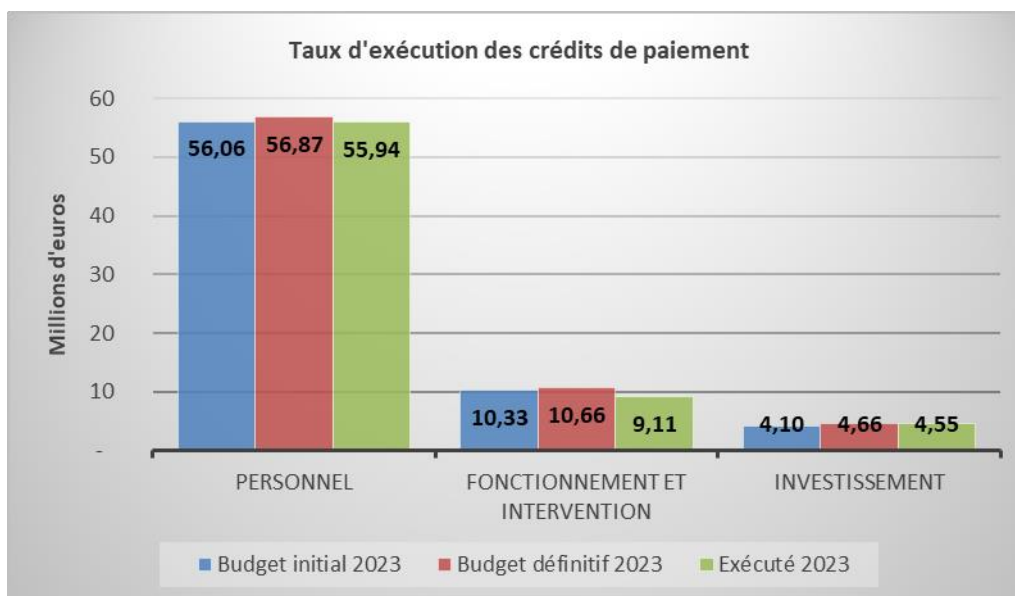


Figure 38

Le taux d'exécution des CP s'élève à **98,7%** du budget initial et **96,4%** du budget définitif, ce qui démontre la qualité des prévisions budgétaires et le progrès de l'établissement réalisé en la matière.

Le taux d'exécution des recettes

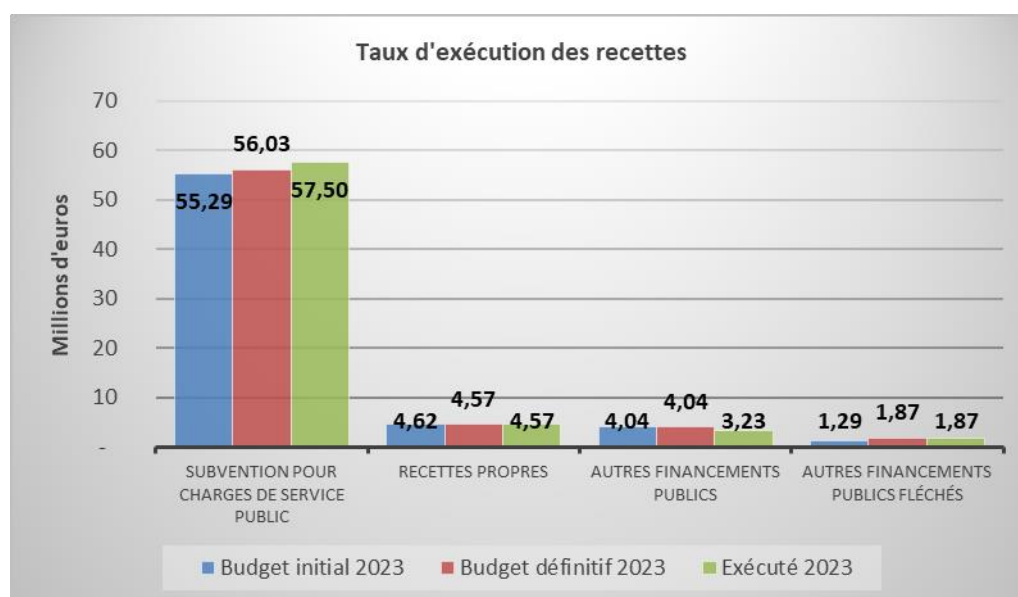


Figure 39

Le taux d'exécution des recettes s'élève à **103,5%** du budget initial et **100,3 %** du budget définitif.

4.3 Les dépenses par destination et les recettes par origine (LOLF)

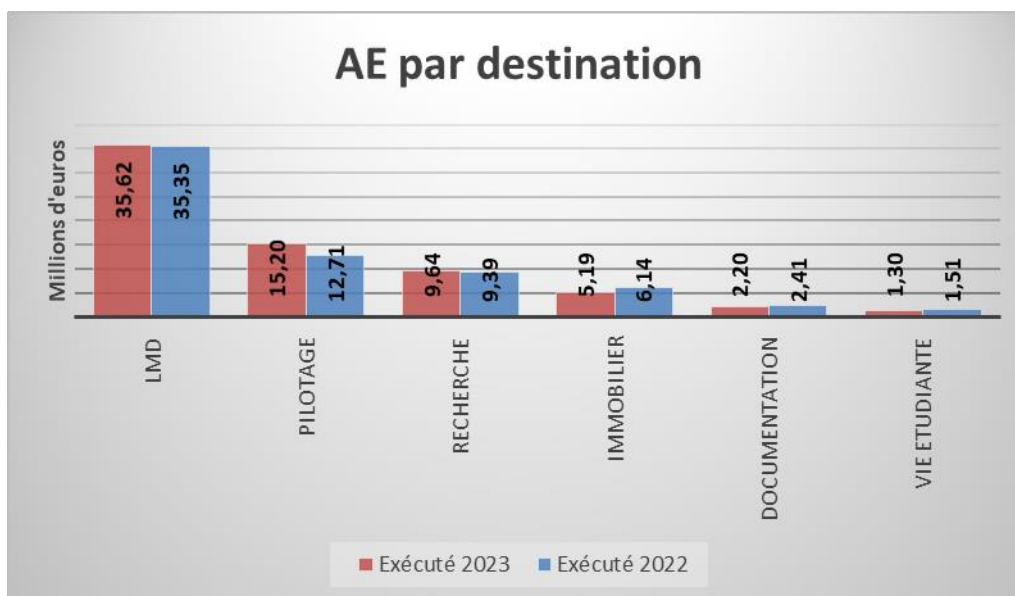


Figure 40

Même s'il convient d'analyser ces données avec prudence, dans la mesure où il appartient aux gestionnaires d'imputer toute dépense à une destination et que ceux-ci ne disposent pas d'outils leur permettant de réaliser cette opération avec précision (gestionnaires RH pour la paye, gestionnaires Sifac pour les achats), la lecture de la figure ci-dessus semble indiquer que :

- l'établissement consacre plus de 50 % de son budget à la formation, poste en augmentation en 2023 ;
- les dépenses de recherche représentent 14% des dépenses en 2023 ;
- le pilotage représente 22 % des dépenses, en hausse en 2023 ;
- les autres destinations représentent, ensemble, 13 % des dépenses et sont, grâce aux dépenses immobilières et au doublement des dépenses consacrées à la vie étudiante, également en augmentation.

Seul le système de comptabilité analytique permet de déterminer avec précision le coût des activités de l'établissement, après qu'on aura déversé sur les objets de coût principaux (formation et recherche) l'ensemble des dépenses réalisées par les services support et soutien. Des travaux sont menés depuis 2018 et produisent d'ores et déjà des résultats qui font l'objet d'une mise à jour. On peut constater, notamment, que le poids de la recherche dans les dépenses de l'université est bien supérieur, en coût total, à ce qu'indiquent les données budgétaires brutes affichées ci-dessus.

GROUPE DE FONDS	FONDS	Exécuté 2022	Exécuté 2023	Différence
SCSP		54 518 175	57 503 234	2 985 059
SUBVENTIONS PUBL.	Subvention exploit & financ actif Région	332 686	620 835	288 149
SUBVENTIONS PUBL.	Subvention exploit & financ actif UE	517 625	335 422	-182 203
SUBVENTIONS PUBL.	Subvention exploit & financ actif Autres	2 227 916	1 752 219	-475 697
SUBVENTIONS PUBL.		3 078 227	2 708 476	-369 751
Prestations recherche hors ANR		258 625	403 057	144 432
Valorisation		1 503 132	886 022	-617 110
Autres recettes		523 080	1 196 400	673 320
ANR	ANR hors investissements d'avenir	1 276 500	1 478 198	201 698
ANR	ANR investissements d'avenir	799 078	1 284 893	485 815
ANR		2 075 578	2 763 091	687 513
FORMATION CONTINUE		1 497 124	1 802 512	305 388
DROITS D'INSCRIPTION		844 844	634 582	-210 262
TAXE D'APPRENTISSAGE		130 078	119 839	-10 239
FONDATION	Fondations fonds propres réserves dons	0	0	0
général		64 428 863	68 017 213	3 588 350

Figure 41

Ce tableau confirme la part prépondérante prise par la SCSP dans les encaissements budgétaires de l'année, celle-ci représentant **84,5 %** du total encaissé en 2023; elle était déjà de **85%** en 2021.

On notera également une baisse des subventions publiques reçues au cours de l'exercice **(-0,37M€)**.

A noter après une forte progression en 2022 des recettes liées à la valorisation de la recherche **(1,5M€ en 2022 après 1,12 M€ en 2021 contre 0,32 M€ en 2020)**, celles-ci se stabilisent à la baisse en restant à un niveau élevé en 2023 **(0,89 M€)**.

4.4 Le tableau d'équilibre financier

Prenant pour point de départ le solde budgétaire, et après y avoir ajouté les opérations non budgétaires tant en décaissements qu'en encaissements, ce tableau aboutit à la variation de trésorerie de l'exercice.

On remarquera en premier lieu que si le solde budgétaire de l'université dans son ensemble est déficitaire de **1,6 M€**, ce qui signifie que les dépenses ont été supérieures aux recettes de ce montant.

Le solde des opérations non budgétaires ayant eu un impact sur la trésorerie de l'établissement représente **+ 0,27 M€**. Il s'agit à la fois d'opérations réalisées pour le compte de tiers et d'opérations n'ayant pu, au 31 décembre de l'année en cours, être rattachées à une dépense ou à une recette budgétaire, soit, pour l'essentiel :

- des encaissements et décaissements de TVA ;
- des aides à la mobilité étudiante en provenance du MESRI ;
- des encaissements sur comptes d'attente non dénoués au 31/12/2023 ;
- des décaissements n'ayant pu être rattachés à une dépense budgétaire avant le 31/12/2023.

Au final, comme indiqué supra, la trésorerie enregistre une baisse de **1,32 M€**.

Glossaire

Achats : au sens large, les achats comprennent, outre les marchandises, matières premières , matières consommables et emballages, les fournitures consommables stockées (combustibles, produits d'entretien, fournitures d'atelier et d'usine, fournitures de magasin et de bureau), les matières et fournitures non stockées (eau, énergie, essence, fournitures d'entretien, de petit équipement, fournitures administratives...), les études, prestations de service, équipements et travaux incorporés directement aux ouvrages et produits.

ANR : agence nationale de la recherche.

Autorisations d'engagement : autorisations représentant la limite supérieure des dépenses pouvant être effectuées durant l'année.

Bilan : le bilan comptable est un document rendant compte de la situation patrimoniale d'une entreprise (ou d'un établissement) à un instant précis. Le bilan est divisé en deux parties équilibrées sur le plan comptable. La première partie comprend l'ensemble des emplois d'une entreprise ou d'un établissement (l'actif, c'est à dire tout ce qui a une valeur économique au sein de l'entreprise (ou de l'établissement)). La seconde partie comprend l'ensemble de ses ressources (le passif, c'est-à-dire tous les besoins de l'entreprise (ou de l'établissement) nécessaires au financement de son activité).

Capacité d'autofinancement : la capacité d'autofinancement (CAF) est un terme comptable qui désigne la somme du bénéfice net et de ce qu'on appelle les « charges non décaissées » (dotations aux amortissements et provisions pour risques et charges), déduction faite des produits non encaissés (reprises sur amortissements et provisions). La CAF est utilisée pour investir (ou augmenter le fonds de roulement).

Charges : par définition, en comptabilité, une charge représente un bien ou un service qui est consommé par l'entreprise ou l'établissement au cours de son activité. Il disparaît généralement lors du premier usage c'est-à-dire qu'il n'a plus de substance physique dès lors qu'il est utilisé dans le processus d'exploitation. En pratique, il s'agit des sommes versées en contrepartie :

- de marchandises, de matières premières, de produits ou de fournitures consommables ;
- de prestations de services (sous-traitance, honoraires, travaux, etc.) ;
- d'impôts et de taxes non récupérables ;
- de prêts d'argent ;

Il peut également s'agir de sommes versées sans contrepartie et notamment celles supportées à titre exceptionnel.

Charges à payer : une charge à payer est un passif certain dont il est nécessaire d'estimer le montant ou l'échéance avec une incertitude moindre que s'agissant d'une provision pour risques et charges. C'est donc une catégorie de passif intermédiaire entre les dettes et les provisions.

Charges calculées : certaines charges, dites calculées, ne donnent pas lieu à des sorties de fonds et ne posent donc pas de problèmes de financement. C'est le cas par exemple, de la valeur nette calculée des éléments d'actifs cédés. Ces derniers constituent la valeur résiduelle des immobilisations qui sortent du patrimoine de l'entreprise, avant d'avoir été complètement amorties. Les charges calculées sont, en réalité, constituées essentiellement par les dotations aux amortissements et provisions, qui représentent la part annuelle (pour un exercice) d'une opération d'amortissement ou de provision.

Charges de personnel : voir *dépenses de personnel*

Charges décaissables : une charge décaissable est une charge du compte de résultat (plus particulièrement un compte de la classe 6 « Charges » du compte de résultat) qui occasionne une sortie d'argent.

Charges patronales : elles représentent l'ensemble des cotisations sociales versées par un employeur et calculées sur la base des salaires.

Compte de résultat : le compte de résultat est un document comptable synthétisant l'ensemble des charges et des produits d'une entreprise ou autre organisme, pour une période donnée, appelée exercice comptable.

Compte financier : le compte financier de l'établissement, préparé pour l'exercice écoulé, par l'agent comptable en fonction, est un document commun à l'ordonnateur et au comptable. Il rend compte des résultats de l'exercice et aboutit au bilan.

CPER : un contrat de plan État-région (CPER) est un document par lequel l'État et une région s'engagent sur la programmation et le financement pluriannuels de projets importants d'aménagement du territoire tels que la création d'infrastructures ou le soutien à des filières d'avenir.

Crédits de paiement : les crédits de paiement (CP) représentent "la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement".

CSG : la contribution sociale généralisée (CSG) est un prélèvement obligatoire — dit proportionnel — créé en 1991, qui participe au financement de la sécurité sociale, et, depuis 2020, de l'assurance chômage, à la place des cotisations prélevées sur les salaires. Afin de compenser les effets, pour les agents publics, de la hausse de 1,7 point de la CSG au 1er janvier 2020, le gouvernement a décidé la suppression de la contribution exceptionnelle de solidarité (CES) de 1 % et la création d'une indemnité compensatrice.

Dépenses de personnel : le périmètre de l'enveloppe de personnel recouvre les "dépenses de rémunération principale et accessoire d'activité des personnels employés directement par l'organisme et rémunérés par lui quel que soit leur statut, les cotisations et contributions sociales, les prestations sociales et allocations diverses ainsi que, le cas échéant, les dépenses liées à l'intéressement ou à la participation des personnels et les impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations de l'organisme".

Ce périmètre budgétaire se distingue de celui des **charges de personnel** qui, outre le fait qu'elle se fonde sur des droits constatés, écarte de ce périmètre les charges relevant des comptes 631 et 633 relatifs aux impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations.

Dotation aux amortissements : la dotation aux amortissements est un terme comptable qui désigne la prise en compte sur le plan comptable de la détérioration au fil du temps de la plupart des immobilisations.

Droits constatés : la méthode des droits constatés comptabilise une transaction lorsqu'intervient l'activité (ou la décision) qui va générer les recettes ou les dépenses, et ne tient pas compte du moment auquel interviennent décaissements ou encaissements.

Fonds de roulement : le fonds de roulement correspond à l'ensemble des ressources mises à la disposition de l'organisme pour une durée assez longue par ses financeurs ou créées grâce à l'exploitation de son activité et qui sont destinées à financer les investissements en biens durables.

FSDIE : fonds de solidarité au développement des initiatives étudiantes.

GBCP : le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (dit « décret GBCP ») prévoit la mise en place d'une comptabilité budgétaire, distincte de

la comptabilité générale, pour les personnes morales de droit public relevant de la catégorie des administrations publiques.

GVT : Le glissement vieillissement technicité (GVT) est un phénomène qui contribue aux variations de masse salariale de la fonction publique. Il permet de mieux comprendre l'augmentation du salaire moyen des fonctionnaires français.

Même si le nombre de fonctionnaires stagne, et que la grande majorité ne reçoit pas d'augmentation générale, la masse salariale de la fonction publique augmente parfois du seul fait qu'un plus grand nombre de fonctionnaires est mieux payé, parce qu'ils occupent des emplois plus qualifiés qu'avant, ou bien parce qu'ils ont une ancienneté moyenne plus importante, pour des raisons démographiques, leur salaire augmentant avec l'âge.

LaPEC : le laboratoire de physiologie expérimentale cardiovasculaire d'Avignon s'intéresse particulièrement aux dysfonctions cardiaques et vasculaires liées aux pathologies cardiométaboliques et leurs préventions et réhabilitation par l'activité physique et/ou la nutrition avec une attention particulière portée sur le stress oxydant.

LOLF : loi organique relative aux lois de finance.

Loi ORE : la loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants, promulguée le 8 mars 2020, modifie les conditions d'accès à l'Université en permettant une sélection sur dossier pour les filières saturées qui procédaient à un tirage au sort depuis plusieurs années. Elle est concrétisée par l'adoption d'une nouvelle plateforme des gestions des vœux et candidatures, Parcoursup.

La loi complète également les frais d'inscription à l'université par « une contribution destinée à favoriser l'accueil et l'accompagnement social, sanitaire, culturel et sportif des étudiants et à conforter les actions de prévention et d'éducation à la santé réalisées à leur intention (contribution vie étudiante et de campus [CVEC]) ».

MESRI : ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Part consommable : patrimoine qui peut être, pour tout ou partie, consommé par la **fondation** pour l'accomplissement de son objet, sur une période statutairement définie.

Prestations internes : on appelle "prestation interne" toute opération conduisant à un échange de biens ou de services entre deux services opérationnels de deux centres de responsabilité budgétaire (CRB) différents ou d'un même CRB ou entre deux CRB.

Produits : en comptabilité, les produits sont les opérations créant une augmentation du résultat et donc une augmentation du patrimoine. Ils sont portés dans le compte de résultat au même titre que les charges (représentant pour leur part les diminutions de résultat).

Produits encaissables : un produit encaissable est un produit du compte de résultat (c'est-à-dire un compte relevant de la classe « comptes de produits » du plan comptable général) qui génère une entrée d'argent.

Programme pluriannuel d'investissement (PPI) : un PPI est un outil de programmation des investissements présentant les projets d'aménagement et de développement, de rénovation et de réhabilitation des équipements qui se déploieront sur les années à venir.

Rémunérations accessoires : la rémunération accessoire ou régime indemnitaire est un complément du traitement, distinct des autres éléments de rémunération. Il a connu une évolution récente avec l'introduction du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

Rémunérations principales : la rémunération principale comprend le traitement, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement ainsi que les indemnités instituées par un texte législatif ou réglementaire. S'y ajoutent les prestations familiales obligatoires.

Ressources propres : les ressources propres de l'établissement correspondent à l'ensemble des produits encaissables hors subvention pour charge de service public versée par le ministère de tutelle.

Résultat de fonctionnement : différence entre les produits et les charges du compte de résultat.

Services à comptabilité distincte : la nature des missions d'un organisme ou son organisation particulière (ex. fondation universitaire) peuvent conduire à créer des services ayant une comptabilité distincte de la comptabilité générale de l'organisme. Ces services sont dotés d'un cadre comptable complet à l'exception notable des comptes de disponibilités. Cette organisation a pour objectif de dégager un résultat propre pour le service.

Solde budgétaire : il est égal à la différence entre les décaissements de crédits de paiement et les encaissements de recettes de l'exercice écoulé.

Subvention pour charges de service public (SCSP) : La SCSP versée par l'État constitue par nature une subvention globalisée destinée à couvrir indistinctement des dépenses de personnel et de fonctionnement de l'opérateur et, le cas échéant, d'investissement en lui conférant une capacité d'autofinancement accrue.

Taux d'exécution : il est égal au total des charges (ou des dépenses) comptabilisées rapportées aux prévisions.

Taux de réalisation : il est égal au total des produits (ou recettes) comptabilisés rapportés aux prévisions.

Trésorerie : la trésorerie est l'ensemble des liquidités disponibles dans les caisses ou comptes bancaires de l'organisme. La variation de trésorerie correspond à la différence entre les montants de la trésorerie arrêtés au 31 décembre des exercices comptables n et n-1.